



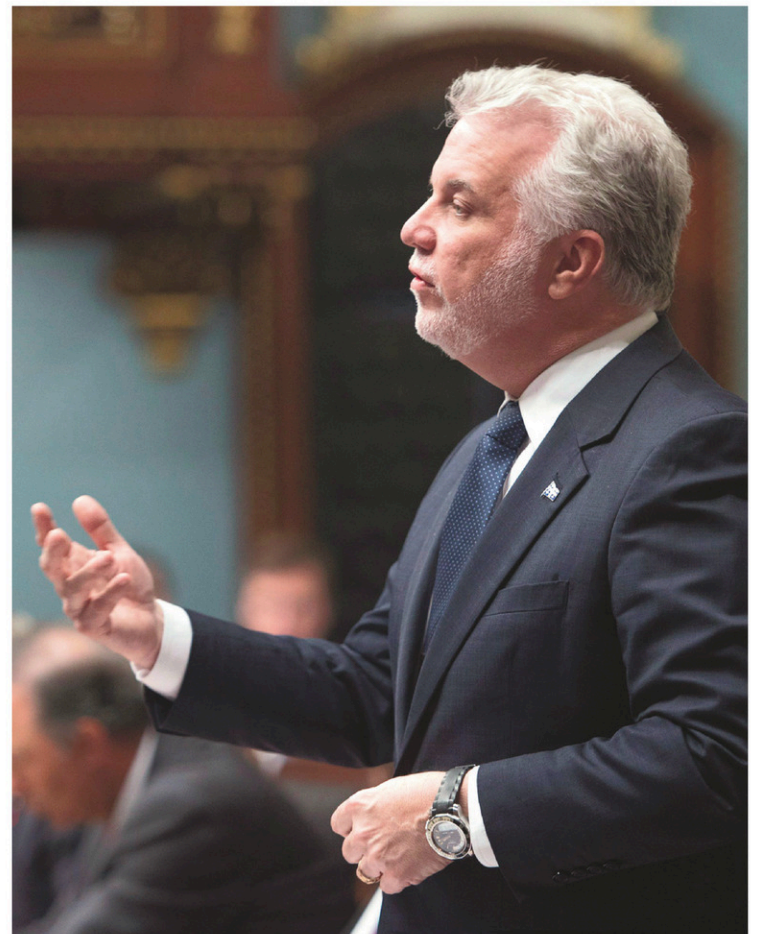
Alep est victime d'une « opération de vengeance » qui déchire des familles *Page B 3*

Élisabeth Vallet sur la lente agonie du Parti républicain *Page B 2*

Michel David sur le fédéralisme de la Coalition avenir Québec *Page B 3*

PERSPECTIVES

CAHIER B › LE DEVOIR, LES SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 OCTOBRE 2016



JACQUES NADEAU LE DEVOIR ET JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

L'arrivée du nouveau chef du Parti québécois, Jean-François Lisée, n'inquiète pas outre mesure les libéraux de Philippe Couillard et les caquistes de François Legault.

Affrontement en vue entre deux « albatros »

La bataille entre Lisée et Couillard pourra-t-elle à terme servir le discours terre à terre de Legault?

Ils avaient devant eux un dilettante fulgurant mais peu doué, Pierre Karl Péladeau. Mardi, à l'Assemblée nationale, libéraux, caquistes et solidaires affronteront un parlementaire éloquent, un tacticien habile, un (trop?) subtil stratège en Jean-François Lisée. Dans le camp libéral, on le surnomme déjà le Machiavel de Thetford Mines, ville d'où provient le nouveau chef du Parti québécois.

ROBERT DUTRISAC
Correspondant parlementaire à Québec

Quelques heures après la victoire de Jean-François Lisée, Philippe Couillard a été prompt à dégainer. Et, plutôt que d'envoyer des flèches de l'Islande, où il se trouvait, c'est un bazooka qu'il a épaulé, à moins qu'un AK-47 ne soit une meilleure métaphore dans les circonstances.

Ainsi, le premier ministre a associé Jean-François Lisée aux partis populistes de l'Europe et à « un mouvement foncièrement négatif pour l'humanité ». Au moment de faire cette déclaration, il n'avait sans doute pas en tête la visite que ferait le premier ministre français, Manuel Valls, la semaine suivante. Philippe Couillard aurait voulu qu'il soit amplement question de l'interdiction de la burqa en France, durant la visite de son homologue français, qu'il n'aurait pas fait autrement.

À Ottawa, puis à Québec, Manuel Valls a dû défendre la position du gouvernement français sur le voile intégral. « Cacher la femme dans l'espace public, c'est la négation de la femme, et ça, ce n'est pas un problème de religion. C'est un problème de valeurs démocratiques », a-t-il affirmé. C'était de la musique aux oreilles de Jean-François Lisée, qui veut lancer une « discussion » sur le port de la burqa et du niqab dans l'espace public.

En conférence de presse, vendredi, aux côtés du premier ministre français, Philippe Couillard,

alors qu'une entente de coopération en matière de lutte contre la radicalisation était signée, en fut quitte pour souligner toute la distance qui, selon lui, sépare le Québec et la France sur cette question.

On le voit: entre Philippe Couillard et Jean-François Lisée, les hostilités sont déjà engagées

« La France a ses débats, le Québec a ses débats. Les deux se déroulent dans des contextes historiques, sociaux et géopolitiques totalement différents. [...] Il n'y a aucune façon de relier ces deux situations et surtout pas de les comparer. Ce serait tout à fait abusif de le faire. » C'est pourtant le lien qu'il avait lui-même fait en rapprochant Jean-François Lisée de partis populistes européens comme le Front national.

Evidemment, tout rapprochement entre la position du gouvernement socialiste — la France a interdit le port de la burqa et du niqab dans l'espace public — et celle des partis populistes irrite au plus haut point Manuel Valls. « Toutes comparaisons entre les positions populistes que je combats — et c'est le sens de ma vie — me sont tout à fait insupportables. Donc, respecter aussi la France », a-t-il lancé, non sans exaspération.

Longue lune de miel en vue

On le voit: entre Philippe Couillard et Jean-François Lisée, les hostilités sont déjà engagées. Une victoire d'Alexandre Cloutier aurait élevé le débat, se désolent-ils dans l'entourage du premier ministre. Philippe Couillard a lui-même déploré « la défaite du discours d'ouverture » incarné par le jeune candidat. Mais on est persuadé que Jean-François Lisée, en enfonçant le cheval identitaire, à l'instar de la Coalition avenir Québec, éloignera les jeunes de son parti, avantageant ainsi le Parti libéral.

Tant chez les libéraux que chez les caquistes, on prévoit que Jean-François Lisée bénéficiera d'une lune de miel qui pourrait s'étendre jusqu'à l'an prochain. Son arrivée devrait propulser le PQ en tête dans les sondages, à 38% ou même 40% dans les intentions de vote. Pierre Karl Péladeau avait connu une telle lune

VOIR PAGE B 3: LISÉE

FIGURES MARQUANTES de notre histoire

La Fondation LIONEL-GROULX

Bibliothèque et Archives nationales Québec

QUÉBECOR

MA tv

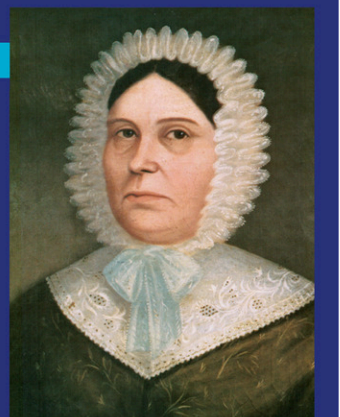
FONDS de solidarité FTQ

UNE SÉRIE DE GRANDES RENCONTRES SUR L'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Émilie Gamelin (1800-1851)

Invitée: Denise Robillard, historienne et biographe
Animateur: Éric Bédard, historien

Auditorium de la Grande Bibliothèque, 18 octobre 2016, 19 h



La lente agonie de l'éléphant

ÉLISABETH VALLET



Huit jours après la divulgation de l'enregistrement révélant, si besoin était, le côté obscur de Trump, il n'y a plus d'équivoque: il y a guerre civile au Parti républicain. Comme si le paranoïaque Joseph McCarthy et le raciste George Wallace s'étaient réincarnés dans un personnage salace pour prendre en otage le GOP. Le parti de l'éléphant chancelle sur ses bases, l'électorat républicain perd confiance, les défections se multiplient.

A trois semaines du scrutin, les républicains ont amorcé une descente aux enfers, redessinant au passage la carte du collège électoral. Les sondages déplacent des États traditionnellement républicains vers le bassin des États-pivots (Arizona, Géorgie), des États-pivots (Caroline du Nord, New Hampshire) vers le camp démocrate et des États traditionnellement républicains dans une zone grise (Arkansas, Minnesota, les Dakotas). Les projections sont telles que le super-PAC qui appuie Hillary Clinton (Priorities USA) réorienter une partie de ses ressources vers les courses sénatoriales en Caroline du Nord, au Nevada, en Pennsylvanie et au New Hampshire.

Or, parce que Trump a occupé la presque totalité de l'espace médiatique ces derniers mois, on aurait presque oublié qu'au cours de la convention républicaine, cet été, des délégations étatiques avaient contesté son investiture. Deux mois plus tard, accusé d'agression sexuelle, Donald Trump est devenu un candidat indésirable pour bon nombre d'élus républicains, eux aussi en campagne. L'appel du représentant de l'Utah, Joe Heck, au retrait du candidat a sonné le glas du statu quo et plusieurs donateurs du Parti républicain ont déjà choisi de prendre leurs distances, pour certains en reportant leurs efforts sur le candidat libertarien, Gary Johnson.

Pour autant, à avoir trop tardé, les dirigeants du GOP sont peut-être pris au piège: s'ils doivent renier Trump pour ratisser plus large, ils courent le risque de se mettre à dos les électeurs séduits par le populisme nativiste. S'il est déjà arrivé que les élus du Congrès aient à se distancer d'un candidat à la présidentielle (comme il y a 20 ans, lorsque Bob Dole, plombé dans les sondages, menaçait de faire sombrer avec lui les élus républicains), c'est la première fois que, «libéré de ses chaînes», un Frankenstein du Parti républicain passe autant de temps à incinérer les leaders républicains qu'à invectiver son adversaire démocrate.

Alors que Trump ne fait plus campagne que pour sa base blanche et misogyne, il réduit le Parti républicain à la détestation commune d'Hillary Clinton, socle minimaliste, qui pose dès à présent la question de l'après-8 novembre.

Pour autant, le GOP est loin d'être mort. L'aile libertarienne est même vivace. Un réseau financier comme celui des frères Koch continue à agir dans l'ombre, tissant, depuis le dernier cycle électoral, un maillage serré de groupes de terrain. Les évangéliques forment un bloc fissuré, qui ne peut même plus être défini comme un ensemble homogène, mais qui est toujours enclin à trouver une voix politique au sein du GOP. La NRA, désormais alignée sur le Parti républicain et sa frange trumpienne, a dépensé cette année plus qu'elle ne l'a jamais fait dans l'histoire, surfant sur une vague paranoïaque et complotiste.

Une défaite de Trump aurait pu se muer en victoire pour les républicains modérés et les #NeverTrump. Mais ce serait se leurrer: la candidature de Trump a électrisé une droite nativiste, qui a offert à des groupuscules d'extrême droite un exutoire politique et qui pourrait être alimentée à l'avenir par une chaîne câblée financée par le futur ex-candidat. En ce sens, l'aventure Trump aura redéfini partiellement le parti.

Cependant, s'il ne veut pas devenir le pâle reflet du Parti républicain californien, circonscrit aux circonscriptions blanches et âgées de l'arrière-pays, le GOP national devra embrasser des minorités qui peuvent se (re)définir comme conservatrices (Noirs du sud-est, catholiques hispaniques), démettre Reince Priebus, président du Comité national, et avec lui une grande partie de l'establishment. Cela pourrait mener à une recombinaison du parti autour d'une ligne dure, avec des leaders (comme le sénateur Tom Cotton, de l'Iowa) capables de conjuguer les acquis de Trump et le conservatisme traditionnel.

Les démocrates peuvent se réjouir... en se gardant de jubiler. D'une part, les distorsions induites par les sondages ne tiennent pas compte d'un «effet Brexit» masquant certains électeurs de Trump et un taux d'abstention élevé qui, sans renverser la vapeur, pourrait altérer la légitimité du président élu. D'autre part, le parti de l'âne n'est pas à l'abri d'une nécessaire introspection pour tenir compte de l'effet Sanders pour 2018 — année des prochaines élections au Congrès. Le réalignement des deux grands partis ne fait que commencer.

«À trois semaines du scrutin, les républicains ont amorcé une descente aux enfers, redessinant au passage la carte du collège électoral»

CARNET DE CAMPAGNE

« Michelle Obama à la présidence ! »

La première dame des États-Unis est une arme redoutable pour le clan Clinton

Nouvelle semaine, nouveaux scandales. La campagne de Donald Trump a imposé après d'autres allégations de comportements déplacés envers des femmes. Retour sur des jours houleux qui ont vu Michelle Obama mener une charge retentissante pour la campagne d'Hillary Clinton.

MARCO FORTIER

Dans la cacophonie électorale ambiante, une présence forte a émergé, jeudi, dans la petite ville de Manchester (New Hampshire): celle de Michelle Obama. La première dame des États-Unis s'est distinguée une fois de plus comme l'arme électorale la plus redoutable d'Hillary Clinton. Au point où des démocrates rêvent à une candidature de Michelle Obama à la présidence, dans quatre ans.

Hillary Clinton s'est faite discrète cette semaine. Un peu comme si elle laissait Donald Trump s'autodétruire. La critique la plus retentissante des dérives de Trump est venue de la première dame, dans son fameux discours à Manchester, jeudi. Plutôt que de simplement tirer sur le candidat républicain, elle a élargi le débat: la *First Lady* a décrit Trump comme une anomalie pure et simple dans la démocratie américaine.

«Michelle Obama: la substitut de Clinton qui peut venir à bout de Trump», a titré une analyse de CNN, vendredi. Kevin Liptak, producteur de la chaîne télé à Washington, rappelle que deux des discours les plus importants de la campagne Clinton ont émané de Michelle Obama.

Bien avant sa sortie remarquée cette semaine, la première dame avait volé la vedette durant la convention démocrate, en juillet, à Philadelphie. Michelle Obama a même accouché du slogan non officiel de Clinton: «*Quand ils s'abaissent, on s'élève* [When they go low, we go high].»

Michelle Obama est le meilleur espoir des démocrates qui tentent de ressusciter la coalition de jeunes, de femmes, de Noirs et de Latinos-Américains qui a envoyé son mari à la Maison-Blanche en 2008 et en 2012. Pas pour rien qu'on entend des partisans crier son nom dans les rassemblements: «Michelle Obama for President!»

Il faut rappeler ici à quel point une partie importante de l'électorat est allergique à Hillary Clinton. Elle et Trump sont considérés comme deux des aspirants présidents les plus détestés de l'histoire du pays. La crainte du camp Clinton, c'est que les électeurs démocrates restent chez eux le jour du scrutin, surtout si l'avance de la candidate sur son rival républicain paraît insurmontable.

Une attitude «étrange» durant le débat

Parlant d'Hillary Clinton, elle est apparue à l'émission d'Ellen DeGeneres, vendredi. La candidate démocrate est revenue sur l'attitude «étrange» de Donald Trump durant le débat télévisé tenu dimanche dernier. Il suivait Clinton pas à pas lorsqu'elle se déplaçait pour répondre aux questions des électeurs rassemblés dans le studio.

«Il était tout à l'envers à cause des révélations de la vidéo d'Access Hollywood», a raconté Clinton. Il essayait de se montrer dominant et il m'a littéralement suivie [stalked] partout sur la scène. C'était tellement bizarre. Je sentais sa présence derrière moi. Je me suis dit: c'est vraiment weird.»

Dans le cerveau de Donald Trump

Comment expliquer la campagne abracadabrante de Donald Trump? Ses excès, son caractère imprévisible, improvisé, chaotique. Ses propos racistes et sexistes, ses mensonges. C'est simple: Trump a toujours été comme ça. Il est fidèle à lui-même. La seule différence avec le passé, c'est que plus de gens connaissent désormais le personnage. Le magazine *Politico* est parvenu à cette conclusion après un long entretien avec cinq biographes de Donald Trump.

Wayne Barrett, Gwenda Blair, Michael D'Antonio, Harry Hurt et Timothy O'Brien ont étudié en profondeur le personnage Trump pour publier des biographies entre les années 1992



JIM COLE ASSOCIATED PRESS

Michelle Obama a prononcé un discours fort remarqué jeudi dans l'État du New Hampshire.

et 2015. Ils ne sont aucunement surpris par la tournure de la campagne de Trump.

«Cette campagne n'est pas un spectacle. Ce n'est pas une pièce de théâtre. Trump est l'homme qu'ils ont décrit dans leurs livres», indique *Politico*.

Cet homme est «profondément narcissique» et «prêt à aller plus loin que jamais pour satisfaire son ego», affirment ses biographes. «Un homme très dangereux pour les trois ou quatre prochaines semaines [jusqu'au scrutin du 8 novembre]», préviennent-ils. Trump a connu des échecs dans le passé, mais, cette fois, «il se dirige vers sa défaite la plus cuisante».

Il s'en remettra sans doute, parce qu'il aura une place dans l'histoire des États-Unis, soulignent les «trumpologues». Être célèbre, c'est tout ce qui compte pour Trump. Même si on se souvient de lui pour les mauvaises raisons.

Blâmer l'arbitre avant la fin du match

Au cours des derniers jours, Donald Trump a mis de l'avant une série de raisons pour expliquer sa campagne vacillante. Il a déclaré la guerre à son propre parti, puis a blâmé «l'élite corrompue», les médias et même le FBI, le ministère de la Justice et le procureur général des États-Unis. Surtout, il se plaint régulièrement que «le système est truqué» en sa défaveur. Des analystes commencent même à se demander si Trump reconnaîtrait son éventuelle défaite le 8 novembre au soir.

A force de mettre en doute l'intégrité du système électoral, Trump menace les fondements de la démocratie, a fait valoir Barack Obama, vendredi. «C'est comme s'il cherchait des excuses pour expliquer sa défaite en plein milieu d'un match», a réagi le président. «Quand on est un dur-à-cuire, on ne cherche pas d'excuses, on ne se plaint pas du travail de l'arbitre avant la fin de la partie.»

9

Nombre de femmes qui ont affirmé au cours des derniers jours avoir été touchées, empoignées ou embrassées contre leur gré par Donald Trump

«Plusieurs amis et experts de la politique m'ont prévenu que cette campagne serait un voyage en enfer. Ils ont tort. Ce sera un voyage au paradis, parce que nous aiderons tellement de gens qui ont tellement besoin d'aide.»

Extrait du discours enflammé que Donald Trump a livré jeudi en Floride, après de nouveaux témoignages de victimes alléguées

À surveiller cette semaine, le troisième et dernier débat entre Donald Trump et Hillary Clinton, mercredi à 21 heures (heure du Québec). L'affrontement, d'une durée de 90 minutes, prendra place à l'Université de Las Vegas.

Le Devoir



JIM COLE ASSOCIATED PRESS

Michelle Obama a le potentiel de séduire la coalition de jeunes, de femmes, de Noirs et de Latinos qui a envoyé son mari à la Maison-Blanche.

PERSPECTIVES



Des Syriens enjambent les débris à la suite d'un bombardement survenu dans le quartier Fardous, détenu par les rebelles opposés au régime.

AMEER ALHALBI AGENCE FRANCE-PRESSE

Aleppo victime d'une « opération de vengeance »

Le témoignage d'un Syrien qui a fui les quartiers rebelles rappelle que les incessants raids aériens sèment la destruction et déchirent des familles

LAURE STEPHAN

Alaa G. a fui les quartiers rebelles de la ville syrienne, soumis au feu du régime. Son frère Brahim y est resté. Un jardin public de Beyrouth, où les cris des enfants se mêlent au bruit des génératrices. Par instants, les phrases d'Alaa G. s'interrompent et son regard se perd : quand il parle des raids aériens en cours contre les faubourgs insurgés d'Alep, sa ville, « une opération de vengeance, de destruction, une punition ». Ses mots restent en suspens, comme s'il revoyait le quartier al-Chaar, secoué la nuit par l'explosion des bombes-barils larguées par le régime. « Mais les bombardements n'étaient pas aussi violents qu'aujourd'hui », dit Alaa, qui a quitté les quartiers rebelles en 2014.

Depuis l'offensive massive lancée le 22 septembre par le régime syrien et son allié russe contre la partie de la ville sous contrôle rebelle, qui a fait plus de 370 morts, des civils pour l'essentiel, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), le jeune homme de 30 ans est rivé aux nouvelles. Chaque jour, il appelle sur Whatsapp — un service de téléphonie par Internet — son jeune frère Brahim, 24 ans, qui vit du côté insurgé, pour s'assurer « qu'ils sont toujours vivants », lui et son épouse enceinte : « Il parle de la nourriture qui manque, de l'absence d'électricité. Il implore : "Que les bombardements s'arrêtent et nous continuerons à vivre" », quand bien même l'est d'Alep est assiégé et que la plupart des infrastructures ont été détruites.

« Interrogatoire »

Le régime, qui exige la reddition des rebelles, est déterminé à reprendre le secteur. De violents combats ont lieu au sol, dans le nord-est d'Alep, entre combattants insurgés et forces pro-Assad, et celles-ci ont enregistré des succès. Alaa et ses autres frères, eux aussi réfugiés au Liban, ont supplié Brahim, le cadet, de quitter la ville, où il vit de petits boulots. En vain. Les appels au départ lancés par l'armée syrienne aux quelque 275 000 civils présents, selon l'ONU, dans la partie rebelle n'auront aucun effet non plus, affirme Alaa :

« Brahim n'a jamais voulu s'en aller. Il dit qu'il veut vivre sur sa terre, qu'il refuse que des étrangers, des combattants chiïtes, qui appuient le régime, s'en emparent. »

Alaa G., dont le frère est resté dans les quartiers rebelles d'Alep

« Brahim n'a jamais voulu s'en aller. Il dit qu'il veut vivre sur sa terre, qu'il refuse que des étrangers, des combattants chiïtes, qui appuient le régime, s'en emparent. »

Alaa, lui, a voulu protéger des bombes sa femme et sa petite fille, qui hurlait à cause du fracas. Il s'est alors réfugié dans l'ouest d'Alep, sous contrôle du gouvernement syrien, où vivent des dizaines de milliers d'autres déplacés.

À l'époque, deux options se présentent : « traverser la ligne de front » au cœur de la vieille ville, en passant les barrières des insurgés puis de l'armée, ou « contourner la ville » par l'extérieur. Dans tous les cas, à un moment ou un autre, il y a « un interrogatoire des services de renseignement pour savoir où l'on vivait à l'est, pourquoi on est parti, s'il y a des combattants dans la famille, qui étaient nos voisins... »

Une fois à l'ouest, Alaa et les siens soufflent un peu. Mais son cœur reste à l'est et saigne quand il entend les bombes s'abattre sur la zone rebelle. « L'ouest d'Alep est mélangé », décrit-il. « J'ai entendu beaucoup de gens y dire : "De toute façon, il n'y a que des groupes armés dans l'est." Ils restent sourds au fait qu'il y a aussi des civils. Et puis, il y a aussi de nombreuses familles qui ont un proche dans la zone insurgée » et « celles-ci sont en colère » face à l'offensive en cours. Celles-ci, ce sont par exemple les oncles et tantes d'Alaa : « On les appelle aussi, on s'in-

quiète quand il y a des combats ou des obus qui s'abattent sur leur zone. Mais nous avons moins peur pour eux, car les frappes de l'opposition sont sporadiques. »

Les tirs d'artillerie rebelles, au moyen de mortiers ou de bonbonnes de gaz, se sont toutefois intensifiés depuis le 22 septembre, faisant au moins 60 morts dans l'ouest de la ville, selon l'OSDH. « Il y a aussi des morts, de la souffrance, des destructions. Mais cela reste incomparable avec ce que subissent les habitants de l'est », assure Alaa.

La partie rebelle, rappelle-t-il, « est une vaste zone ». « Il y a de nombreux combattants, des fils d'Alep. Il y a de nombreux groupes rebelles. Le Front al-Nosra — lié à al-Qaïda et renommé Front Fatah al-Cham — est aussi présent, ajoute Alaa, mais les Alépins ne sont pas des extrémistes. »

L'envoyé spécial de l'ONU, Staffan De Mistura, a affirmé, jeudi 6 octobre, que quelque 900 djihadistes de l'ex-Front al-Nosra étaient déployés dans les quartiers orientaux, sur environ 8000 combattants rebelles. Le diplomate a accusé Moscou et Damas d'utiliser cet « alibi » pour détruire tout l'est d'Alep.

Enrôlement

Alaa, qui a participé à la révolte contre Bachar al-Assad et aux manifestations contre le régime à l'université en mai 2012, s'est posé la question de prendre les armes après le basculement, cette année-là, d'Alep dans la guerre et la division de la ville. Il ne l'a pas fait, par refus entre autres de « tuer un autre Syrien », quand bien même il appartiendrait au camp adverse, celui de l'armée. C'est également pour fuir un enrôlement que le jeune homme, qui, malgré son service militaire déjà accompli, risquait une incorporation, a quitté Alep en 2015 pour Beyrouth, où il travaille dans un restaurant italien.

Alaa dit aujourd'hui redouter un « massacre » ou une « évacuation forcée » si les quartiers rebelles tombent. Toutes les initiatives diplomatiques ont échoué jusqu'à présent. Lui, pourtant, ne voit qu'une « solution politique » pour mettre fin au martyre.

Le Monde

LISÉE

SUIITE DE LA PAGE B 1

de miel, mais elle avait été de courte durée.

En outre, Lisée, c'est le candidat négligé qui a surpris tout le monde en l'emportant, un comeback kid qui jouira d'une certaine aura pendant un certain temps, fait-on observer.

En chambre, on s'attend à une joute relevée, à des échanges de haut vol entre le premier ministre et le chef de l'opposition officielle, à une partie d'échecs où les deux protagonistes peuvent exceller.

Mais, chez les libéraux, on croit que la joute parlementaire n'a qu'une influence marginale sur l'électorat. Sur le fond et à moyen terme, Philippe Couillard aura raison de son adversaire. « Lisée inquiète, Couillard rassure », avance-t-on. On croit que Jean-François Lisée n'hésitera pas à verser dans la politique de la division (wedge politics) pour gagner des points, comme il l'a fait avec la burqa et la mitrailleuse qu'elle pourrait dissimuler. On s'attend à ce que le chef péquiste tente de tableur sur les dossiers litigieux entre Québec et Ottawa, notamment le projet d'oléoduc d'Énergie Est, afin de « créer un état de crise permanente avec le fédéral ».

Les libéraux se sentent confiants. Comme Jean-

Marc Fournier l'exprimait lors du caucus pré-sessionnel des députés libéraux, les sondages les favorisent. Que 56% des Québécois se disent insatisfaits du gouvernement Couillard ne les empêche pas de dormir. Au contraire, 40% des électeurs sont satisfaits du gouvernement libéral, et 40%, c'est suffisant pour que les libéraux obtiennent une solide majorité dans une situation où trois partis se disputent les 60% des votes qui restent.

Les libéraux se sont sentis piqués par un passage du discours de Jean-François Lisée, le soir de sa victoire. Le chef péquiste s'adressait aux électeurs libéraux : « Il n'y a pas de honte à avoir honte d'un gouvernement honteux. Des gouvernements libéraux, il y en a eu des exceptionnels, comme celui de Jean Lesage. Il y en a eu des moyens. Mais des mauvais comme celui qui gouverne en ce moment, on n'a jamais vécu ça de notre vivant », avait-il lancé. Or le premier ministre a en main des données qui montrent que, aux yeux d'une bonne partie de l'électorat, le gouvernement Couillard maîtrise les grands dossiers de l'État comme les finances publiques, la santé, l'éducation, indique-t-on. L'économie va mieux, les Québécois sont plus optimistes et, après les compressions, le gouvernement amorce une période de réinvestissement.

Approche différente

À la CAQ, on ne se fait pas d'illusion : François Legault entre dans une éclipse médiatique

qui durera quelques mois. Mais la vérité va reprendre ses droits, se rassure-t-on. Jean-François Lisée doit composer avec des militants péquistes qui ne manqueront d'exiger de lui des comptes sur la cause souverainiste. Son discours, qui peut plaire aux électeurs francophones de l'île de Montréal, est trop à gauche pour les familles banlieusardes qui votent pour la CAQ ; il est loin des préoccupations de monsieur et madame Tout-le-monde, juge-t-on.

Jean-François Lisée est aussi son pire ennemi. « Il est absolument spectaculaire quand il est bon et il est absolument spectaculaire quand il est mauvais », résume-t-on.

On s'attend à ce que Couillard et Lisée « se tapochent solide », que les affrontements entre « Philippe Couillard de l'Espinau [le nom complet du premier ministre] et le prince de Rosemont » soient soutenus. « Les deux sont princes, les deux volent haut. Ce sont deux albatros », juge-t-on, alors que François Legault est terre à terre, collé aux préoccupations des familles qui peinent à joindre les deux bouts. Et, pour les caquistes, il s'agit d'une perspective réjouissante : deux albatros qui s'entre-déchirent tandis qu'au sol, le dindon, qui n'est pas celui de la farce, inlassablement progresse au ras des pâquerettes.

Le Devoir

L'héritage

MICHEL DAVID



Après avoir lui-même reconnu qu'« il y a maintenant deux partis politiques qui veulent que le Québec reste dans le Canada », François Legault devra apprendre à vivre avec l'étiquette de fédéraliste, que cela lui plaise ou non. Quand on est partisan de l'appartenance à une fédération, c'est qu'on est fédéraliste.

Jean-François Lisée en a aussitôt conclu que le chef de la CAQ « est passé du côté obscur de la force », mais le nouveau chef du PQ connaît trop bien l'histoire politique du Québec pour croire réellement que tous les fédéralistes peuvent être mis dans le même sac. Robert Bourassa était peut-être un « tricheur », mais son fédéralisme était bien différent de celui de Pierre Elliott Trudeau.

M. Legault n'a rien d'un intellectuel. Sa conception du fédéralisme est moins le fruit d'une profonde réflexion sur la relation Québec-Canada, comme celle qui avait conduit à la rédaction du Livre beige de Claude Ryan, que d'un calcul électoral.

Le résultat ne s'en apparente pas moins à ce que Robert Bourassa appelait le « fédéralisme rentable », par opposition à celui que professe le premier ministre Couillard, qui est fondé sur une profonde adhésion aux valeurs canadiennes, notamment le multiculturalisme. Quand M. Couillard est revenu en politique, il se présentait volontiers comme l'héritier de M. Bourassa, mais la relation émotionnelle, pour ne pas dire amoureuse, qu'il entretient avec le Canada était totalement étrangère à son prédécesseur, qui se souciait, en revanche, de préserver l'identité québécoise.

◆◆◆

Il est significatif que M. Legault ait fait son coming out à l'occasion d'un échange avec M. Couillard sur le financement de la CSeries par le gouvernement Trudeau, qui n'en finit plus de tergiverser. Aux dernières nouvelles, après un an de discussions avec la direction de Bombardier, le ministre responsable du dossier, Navdeep Bains, qui dit adopter une approche « holistique » du problème, s'interrogeait toujours sur le « comment » de la participation fédérale.

Cette conception utilitaire du fédéralisme, fondée sur une analyse coûts-bénéfices qui laisse peu de place aux sentiments (sauf durant les Jeux olympiques), est sans doute partagée par la majorité des fédéralistes québécois, y compris ceux qui ont voté non à deux reprises.

Deux siècles et demi d'histoire commune, malgré leurs vicissitudes, ont forcément créé des liens, mais on peut penser que le Québec aurait quitté la fédération depuis un bon moment n'eût été de l'insécurité économique que suscite cette perspective. M. Couillard sait d'ailleurs très bien que les Québécois ne sont pas aussi entichés des valeurs canadiennes que lui. À preuve, son plaidoyer en faveur du fédéralisme se conclut inmanquablement par un exercice comptable consistant à démontrer que le Québec reçoit du gouvernement fédéral beaucoup plus qu'il ne lui verse en impôts.

◆◆◆

Depuis les élections en 2014, M. Legault se plaint périodiquement de son peu de visibilité, malgré sa bonne performance à l'Assemblée nationale. Il est vrai qu'il était bien difficile de concurrencer, sur le plan médiatique, les péripéties parfois rocailleuses que le PQ a vécues au cours des deux dernières années, et l'entrée en scène de Jean-François Lisée, dont on attend avec impatience la confrontation avec M. Couillard, ne laissera pas beaucoup plus d'espace à la CAQ au cours des prochaines semaines.

Le caractère hétéroclite des propositions de la CAQ, qui semblent sortir d'un chapeau au gré de la conjoncture, ne facilite pas les choses. D'un virage à l'autre, il n'est pas toujours facile de trouver le fil conducteur.

À partir du moment où M. Legault est objectivement devenu fédéraliste, il devrait s'assumer et s'employer à définir une vision spécifiquement québécoise du fédéralisme, comme le PLQ l'avait fait jadis pour contrer les visées centralisatrices de Trudeau père, plutôt que d'entretenir le mythe d'une « troisième voie » dont tout le monde sait qu'elle mène à un cul-de-sac.

Les revendications en matière de langue et d'immigration déjà formulées par la CAQ s'apparentent à la « souveraineté culturelle » de M. Bourassa. M. Legault a été maladroit dans la présentation de son « test de valeurs québécoises », mais il est clair que le gouvernement Couillard ne tire pas tout le profit qu'il pourrait des pouvoirs, en matière d'accueil et d'intégration des immigrants, que le Québec a arrachés en 1991 et qui impliquent nécessairement d'ajuster le nombre des nouveaux arrivants à la capacité d'intégration de la société québécoise.

Un fédéralisme plus revendicateur ne suffira pas à convaincre les véritables souverainistes de voter pour la CAQ, même si le PQ renonce à tenir un référendum. Certes, rien n'indique que Trudeau fils soit disposé à lâcher du lest, mais il le fera encore moins si on ne lui présente aucune demande. Or M. Couillard ne veut rien demander et M. Lisée ne le peut pas. Que le PLQ ou le PQ l'emporte en 2018, le maintien du statu quo est donc assuré pour au moins quatre autres années.

Encore faudrait-il savoir si M. Legault est réellement prêt à accepter l'héritage de M. Bourassa. La fin de non-recevoir opposée aux modestes demandes formulées il y a 30 ans a mené le Canada au bord de l'éclatement. La CAQ veut que le Québec reste dans le Canada, mais on ne sait toujours pas si c'est avec ou sans conditions.

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

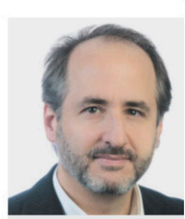
NOBEL À DYLAN

Discutable

Ode à l'oralité, geste suprêmement « cool » ou ignominie, imposture ? Le prix Nobel décerné à Bob Dylan soulève des tonnes de questions. C'est peut-être là l'une des seules vraies vertus de cette décision surprenante de l'Académie suédoise, qui demeure justement discutable.

Plusieurs se sont emballés de la décision de l'Académie suédoise de décerner la plus haute distinction littéraire au chanteur américain Bob Dylan. Dans nos pages, l'éloquente collègue Odile Tremblay a écrit qu'il « était temps que ces dignes institutions anoblissent l'art populaire de longue portée. Bob Dylan, le routard rebelle juif américain, qui sut transformer le folk et la country music en cris de ralliement d'une jeunesse électrique au cours des décennies 60 et 70, depuis 50 ans à la guitare et à la voix, a gagné ses épaulettes ».

À l'opposé, le Français Pierre Assouline a lancé, dans son blogue de la République des livres, une fronde contre cette décision. Bien qu'admirateur du chanteur, il affirme que ce dernier n'est pas un écrivain, « puisqu'il n'a pas de livre à son actif (en principe, c'est d'abord à ce signe matériel qu'on les reconnaît avant d'y aller voir pour savoir si c'est du lard ou du cochon, comme dirait Jean-Baptiste Del Amo) ». Quant à la chanson : « De la ritournelle, fût-elle supérieure, historique, n'en est pas moins de la ritournelle », pesta-t-il.



ANTOINE ROBITAILLE

Le professeur Anthony Glinoe, de l'Université de Sherbrooke, expert des institutions littéraires, soutient n'avoir jamais vu « un prix qui crée autant de réactions » allant dans les deux sens. Et cette controverse pose une question vertigineuse : qu'est-ce que la littérature ?

D'une part, on peut avoir l'impression, comme l'écrivain Catherine Lalonde dans nos pages, que « la décision marque le tournant du Nobel vers l'oralité en une époque toute médiatique. Dépoussiérer le Nobel de littérature ? »

L'oralité est peut-être l'un des arguments les plus forts en appui à la décision de l'Académie. Avant de devenir « individuelle et silencieuse », la littérature passa par l'oralité, nous explique le professeur Benoît Melançon. Nul ne nierait en effet la place d'Homère dans la littérature mondiale. Même chose pour celle du Moyen Âge. Or, il s'agissait d'abord et avant tout d'oralité. Et aujourd'hui, les moyens de communication redonnent ses lettres de créance à l'oralité. Entre autres au poème fait pour être chanté avant d'être lu. L'une des définitions de « littérature » dans le *Trésor de la langue française informatisé* est précisément « ensemble des productions intellectuelles qui se lisent, qui s'écoutent ».

Des dramaturges ont d'ailleurs reçu le prix Nobel par le passé. Il est indéniable que le théâtre et la poésie, deux genres littéraires débouchant sur l'oralité, font partie des genres littéraires classiques, définis au XIX^e siècle. Même des romanciers estiment l'oralité essentielle ; Flaubert faisait passer ses textes au « gueuloir », c'est-à-dire qu'il les relisait tout haut : « Les phrases mal écrites ne résistent pas à cette épreuve : elles oppriment la poitrine, gênent les battements du cœur, et se trouvent ainsi en dehors des conditions de la vie », écrit-il dans une préface.

Même s'il porte sur une poésie conçue expressément pour être chantée et non lue, le Nobel de Dylan nous fait comprendre qu'il faudrait ajouter la chanson aux arts littéraires. Notre époque hypermoderne (ou posthistorique, pour employer le mot de Philippe Muray) aime bien mettre les définitions classiques au défi, voire les brouiller. Tout cela a toutefois des limites, dont certaines bien prosaïques : si les chanteurs peuvent aspirer maintenant au prix littéraire le plus prestigieux, on peut douter que l'inverse se produise... Les écrivains ne pourront jamais remporter un grand prix de musique ! Un Grammy à Philip Roth, à Haruki Murakami ? Au fait, Bob Dylan en demandait-il tant ? Il s'est montré bien silencieux depuis l'annonce de l'Académie. Selon des reportages, il était en concert le soir même et n'a même pas mentionné l'affaire. Peut-être que lui, comme nombre d'autres, estime que plusieurs poètes ou auteurs américains ou étrangers auraient mérité le prix ?

Roland Barthes affirmait que « la littérature, c'est ce qui s'enseigne, un point c'est tout ! » (Merci à M. Glinoe pour le rappel) Le prix Nobel à Dylan compliquera peut-être encore davantage la tâche aux professeurs et théoriciens qui, déjà, débattent de manière inlassable sur la composition du cursus des œuvres de enseigner dans les écoles, collèges et universités. L'espèce de désacralisation du livre, au centre de la culture depuis près de 600 ans, au profit d'une culture populaire très légitime, mais qui déjà a déjà toute la place, sont d'autres retombées potentielles, et inquiétantes, de cette décision qui risque de faire débat pendant longtemps.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente des ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Sartre nobélisé ?

Contrairement à ce qu'on peut voir dans la caricature de Pascal, Sartre n'est pas un lauréat du prix Nobel de littérature. En 1964, il avait refusé ce prix. Il n'a pas voulu que son nom soit associé à ce prix, on ne devrait pas le faire à sa place.

Jacques Beaudry
 Le 14 octobre 2016

Les sourcils froncés : un signe de pouvoir ou de faiblesse ?

Dans l'édition du *Devoir* du mercredi 12 octobre, la caricature signée Garnotte porte un message lourd de signification à l'égard de Donald Trump et des directions que prend sa campagne.

Celui-ci y est représenté sous la forme d'un ballon qui se dégonfle. C'est un peu ce qui arrive avec notre cher candidat républicain ces derniers temps. Il semble se laisser aller et vouloir diriger sa campagne de façon fougueuse et irréfléchie. Il va dans n'importe quelle direction, tout comme un ballon qu'on laisserait vivre librement. Lorsqu'on lâche la fermeture de celui-ci, il se sauve dans des directions non soupçonnées. Cette semaine, la « fermeture » de Trump s'est relâchée : le Parti républicain est mainte-

nant contre lui, qui se retrouve sans port d'attache. Celui-ci ayant déclaré la guerre à son propre parti, qui reste-t-il pour l'empêcher de se mettre les pieds dans les plats et de faire à sa tête ? Mais il y a deux choses dont tout le monde est bien certain : premièrement, nous savons par expérience qu'un ballon trop gonflé nous explose à la figure. Et, deuxièmement, que Donald Trump au pouvoir est bien plus dangereux qu'un ballon rempli à pleine capacité.

Claudia Laporte
 Le 12 octobre 2016

Des réformes au Vatican

La gestion du Vatican a besoin d'être réformée. Les normes de gouvernance aujourd'hui communément admises par toutes les administrations ne semblent pas être arrivées derrière les murs de la vénérable institution. Mais il ne faut pas penser que toute l'Église catholique est comme cela.

Par exemple, pour les frais élevés dans les causes en canonisation, il est bon de rappeler que ces enquêtes se font en deux temps.

Il y a d'abord le travail d'enquête, le procès qui se tient dans le coin de pays où la guérison inexplicable a eu lieu. C'est là qu'on interroge les témoins, les médecins experts, un peu comme dans un procès civil.

Puis, il y a une deuxième étape relayée à Rome avec des gens qui font avancer le dossier là-bas.

Dans la cause qui a fait déclarer saint le frère André, comme avocat et prêtre, j'ai présidé le procès local. J'avais déjà d'autres fonctions au diocèse en recevant mon salaire de prêtre, le même salaire que celui de tout curé, qui est aussi le même pour l'archevêque. J'ai été libéré dix jours de mes autres fonctions pour tenir les audiences. Tout le reste du travail, avant et après la cause, je l'ai fait sur mon temps libre en dehors de mon travail habituel, en *pro bono*, comme on le dit en langage juridique, gratuitement, pour aider. Et c'est comme cela que je continue d'aider les gens et les OBNL qui ont besoin de moi pour la plus grande joie de tout le monde.

En toutes circonstances, on gagne toujours à être transparent. Et pour l'Église, cette façon de faire se puise à la source de l'évangile. En ce sens, on ne peut qu'encourager les réformes entreprises au Vatican. Là où est ton cœur, là est ton vrai trésor dit-on. Le cœur de l'affaire, c'est la crédibilité d'une institution millénaire et planétaire qui porte le poids de son passé, mais aussi la vigueur de sa longue expérience. Et qui doit, comme toute organisation qui a une si longue histoire, savoir se renouveler en gardant le cap sur l'essentiel.

Benoît-Marc Boyer, Ad. E., prêtre
 Le 14 octobre 2016

L I B R E O P I N I O N

Brexit : Theresa May et le spectre de « Maggie »

KHALID ADNANE

Économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke

En novembre 1979, au Sommet de Dublin, Margaret Thatcher, à peine élue quelques mois auparavant comme première ministre du Royaume-Uni, avait décliné de manière très élémentaire sa vision de l'intégration européenne : « I want my money back ! » Son constat était simple : les coûts de cette aventure européenne sont trop élevés, comparativement aux bénéfices encaissés. Elle a alors engagé des négociations très musclées avec ses partenaires européens en brandissant la menace d'une sortie si jamais elle ne parvenait pas à obtenir un accord favorable. On connaît la suite : elle finira en 1984 par soutenir le fameux « rabais britannique » sur la contribution du pays au budget européen. Pour 2015, cela représentait une économie d'environ six milliards d'euros pour le Royaume-Uni.

Le jeu des comparaisons

Certes, la situation est différente aujourd'hui, car les négociations porteront sur les modalités de sortie de l'Union européenne (EU) et non sur des accommodements pour y demeurer. Mais, en politique, le jeu des comparaisons est inévitable, et M^{me} Theresa May, première ministre britannique depuis juillet dernier, de-

vra s'y faire. Chargée de négocier le dossier du Brexit avec l'UE, elle marchera certainement sur les traces de celle qu'on surnommait la « dame de fer ». Observateurs et simples citoyens vont donc épier ses faits et gestes afin d'évaluer sa détermination ainsi que sa capacité à imposer ses priorités aux partenaires européens.

Entre-temps, M^{me} May aura à jongler avec quelques scénarios et à relever certains défis importants et décisifs.

Entre pressés et prudents

Son premier défi renvoie à l'unité de son parti. La réunion convoquée le mois d'août dernier à sa résidence était justement destinée à cette fin. C'est que, à l'intérieur du Parti conservateur, il y a deux tendances clairement définies : les « pressés » et les « prudents ». Pour les premiers, dont fait partie l'ex-maire de Londres, Boris Johnson (qui, rappelons-le, était le plus farouche partisan du Brexit pendant la campagne référendaire), on aimerait concrétiser très rapidement la volonté populaire exprimée le 23 juin dernier et donc engager les négociations le plus tôt possible avec les partenaires européens.

Pour les seconds, même si on prend acte du verdict populaire, on redoute encore les coûts potentiels de cette sortie : une sortie qui risque d'être coûteuse, voire hasardeuse, surtout

lorsqu'on pense au marché dont le pays pourrait être privé, évalué à près de 500 millions de consommateurs, marché privilégié des exportateurs britanniques.

Devant cette situation, M^{me} May devra arbitrer afin de trouver un équilibre, une sorte de compromis qui lui permettra de pouvoir naviguer entre ces deux pôles du spectre politique de sa formation.

Pour le moment, M^{me} May semble avoir trouvé une formule très simple et gagnante : « Brexit is Brexit », dit-elle. Une coquille floue, voire vide, mais qui a le mérite de conforter les deux groupes.

Rendez-vous électoraux

Au-delà de ces paramètres partisans, M^{me} May aura aussi à gérer les acteurs européens avec qui elle négociera prochainement. Peu après la victoire du Brexit, plusieurs dirigeants européens, dont la chancelière allemande, Angela Merkel, en tête, avaient vivement exigé que les négociations sur cette sortie soient enclenchées le plus tôt possible (mettre en marche le fameux article 50 du traité de Lisbonne). Cependant, M^{me} May est consciente des rendez-vous électoraux à venir, très prochainement, en Europe : notamment l'élection présidentielle en France au printemps 2017 et les législatives allemandes l'automne d'après.

C'est une part importante d'inconnu dans cette équation de négociations à venir qui pourrait s'avérer assez déterminante pour l'inciter soit à négocier vite, soit à laisser traîner les pourparlers avec les partenaires européens. La question reste à savoir lesquels seront les plus flexibles dans ces négociations, ceux en place ou ceux à venir (peut-être) ?

Mais M^{me} May devra prendre garde de trop étirer ces jeux politiques. Le ciel du Royaume-Uni s'assombrit de plus en plus sur le plan économique, les inquiétudes sont plus grandes que jamais et les pressions des marchés se font sentir de manière manifeste. La dégringolade de la devise britannique — la livre sterling — est significative à cet égard. Celle-ci a perdu près de 18% de sa valeur depuis le référendum en juin dernier et personne ne peut prédire où cette chute va s'arrêter.

En ce sens, M^{me} May devra porter une attention particulière à cette réalité économique. Ses concitoyens britanniques y seront attentifs lors des tractations à venir avec les partenaires européens, notamment pour évaluer les gains qu'elle saura décrocher, comme l'avait fait dans le passé M^{me} Thatcher.

En cas de réussite, elle pourra asseoir son leadership et se détacher enfin de ce jeu des comparaisons. Dans le cas contraire, M^{me} May devra se résigner à composer avec le spectre de « Maggie » pour encore bien longtemps !

IDÉES

René Lévesque, Jean-Paul II
et « l'état d'âme des Québécois »

JACQUES VALLÉE

Administrateur d'État à la retraite, l'auteur a assumé la fonction, en 1983 et 1984, de commissaire général à la visite du pape et, de 1994 à 1996, celle de délégué du Québec à Rome.

Extraits de la communication qu'il a livrée au colloque René-Lévesque tenu à Québec vendredi.

Entre 1978 et 2002, le gouvernement du Québec m'a confié plusieurs mandats qui m'ont amené à nouer des rapports avec des personnalités du Vatican, dont celui de commissaire général à la visite du pape. J'ai bien volontiers accepté l'invitation des responsables du présent colloque à livrer mon « témoignage » sur les échanges qu'ont eus, en 1983 et 1984, le pape Jean-Paul II et le premier ministre René Lévesque. Leurs rencontres appartiennent désormais à l'histoire. Et le temps est venu, là aussi, en reprenant le titre du maître livre de Martine Tremblay d'inviter les Québécois à se glisser *Derrière les portes closes* de l'exercice du pouvoir dans leur pays. [...]

Personne n'est en mesure de rapporter avec exactitude le contenu de l'entretien qu'eurent à Rome, le 9 décembre 1983, Jean-Paul II et René Lévesque, puisqu'il n'y eut aucun témoin. En effet, l'ambassadeur du Canada au Saint-Siège, Yvon Beaulne, à qui nous avons fait savoir que René Lévesque souhaitait s'entretenir en tête-à-tête avec le pape, et qui était par ailleurs informé de ce que cette formule convenait aussi au souverain pontife, décida, en dépit des pressions en sens contraire d'Ottawa, d'accéder au souhait du premier ministre en se retirant volontairement de la bibliothèque privée du pape. [...]

Au cours du déjeuner qui suivit dans un restaurant de Rome, M. Lévesque me prit en aparté et me confia « dans la plus grande confidentialité » ce qu'il retenait de son entretien avec le pape, « qui avait porté essentiellement sur la souveraineté du Québec ».

Le Polonais Karol Wojtyła, qui avait vécu toute sa vie d'adulte sous les deux totalitarismes du XX^e siècle, nazisme et communisme, comprenait difficilement les raisons des souverainistes de vouloir se séparer d'un pays aussi envié de par le monde et aussi démocratique que le Canada. Comme nous étions en 1983, le résultat du référendum de 1980 avait déjà réglé, à ses yeux, la question. Mais, à neuf mois de son arrivée à Québec, le pape espérait que le premier ministre puisse l'éclairer sur ce qu'il appelait « l'état d'âme des Québécois ».

Lévesque me précisa que, en réponse, il avait essayé d'esquisser un tableau d'ensemble honnête de la situation en faisant valoir, avec le plus de délicatesse possible, la position de son gouvernement.

La deuxième rencontre de René Lévesque et de Jean-Paul II eut lieu le 10 septembre 1984 à Québec, au Musée national des beaux-arts, lors de la visite par le pape de l'exposition *Le Grand Héritage*. [...]

La nature de la diplomatie québécoise

Depuis 1965, le Québec applique la doctrine Gérin-Lajoie, selon laquelle il lui revient d'assumer, sur le plan international, le prolongement de ses responsabilités internes.

Dans deux documents publiés en 1968 sur le fédéralisme et les relations internationales, Ottawa présente une vision diamétralement opposée des rapports internationaux, fondée, elle, sur « l'indivisibilité » non seulement de « la politique étrangère » mais des « relations étrangères » du Canada. La position d'Ottawa trouve sa base théorique dans la thèse développée au XVI^e siècle par le penseur français Jean Bodin sur « la souveraineté », « puissance absolue et perpétuelle d'une république ».

Cette position néglige le fait que, dans le cas du fédéralisme moderne, apparu aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle, la thèse de Bodin a perdu aujourd'hui son fondement sur le plan constitutionnel. Car, comme l'explique le grand théoricien du fédéralisme, Alexis de Tocqueville, dans *La démocratie en Amérique*, il est de l'essence même du régime fédéral de n'être pas le produit d'une seule souveraineté : « Ce système

met en présence deux souverainetés. Le législateur parvient à rendre les mouvements de ces deux souverainetés aussi simples et aussi égaux que possible, et peut les renfermer toutes les deux dans des sphères d'action nettement tracées; mais il ne saurait faire qu'il n'y en ait qu'une, ni empêcher qu'elles ne se touchent en quelque endroit. La souveraineté de l'Union est tellement engagée dans celle des États, qu'il est impossible, au premier coup d'œil, d'apercevoir leurs limites. »

La nouvelle réalité des fédérations

La constitution des diverses organisations internationales spécialisées du système des Nations unies, dont les travaux portent souvent sur des sujets de compétence provinciale, ne prend pas vraiment en compte la nouvelle réalité des fédérations. L'esprit de la souveraineté absolue à la Jean Bodin y prédomine. Cet esprit est le seul qui satisfaisait, au moment de leur création, la volonté de pouvoir absolu de deux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'URSS et la Chine. Ottawa trouve donc dans la famille des Nations Unies un riche arsenal de moyens pour assujettir à son bon vouloir la voix et l'action internationales du Québec.

En revanche, en ce qui concerne les relations bilatérales, c'est-à-dire les relations de pays à pays, Ottawa ne peut guère aller plus loin que d'embarrasser épisodiquement le Québec en se servant des canaux diplomatiques traditionnels définis par les conventions de Vienne.

Depuis fort longtemps, les premiers ministres du Québec, en commençant par Maurice Duplessis en 1945 dans l'épopée des trésors polonais, ont appris à tirer leur épingle du jeu dans le domaine international, en développant, selon une image fort parlante de Louise Beaudoin, « une diplomatie par chemins de traverse ».

À l'ère de l'explosion des échanges internationaux, de la multiplication moderne des moyens de communication et des intervenants, le gouvernement de René Lévesque a fait la preuve, à plusieurs reprises, de la redoutable efficacité d'une telle diplomatie. L'événement historique que fut la visite du pape Jean-Paul II au Québec en est l'un des plus remarquables exemples.

Un an de
féminisme avec
Justin Trudeau

AURÉLIE LANCTÔT

Étudiante en droit à l'Université McGill et diplômée en journalisme de l'UQAM

En mars 2016, lors d'une conférence d'ONU Femmes à New York, Justin Trudeau séduit les progressistes du monde entier en affirmant qu'il proclamera haut et fort son féminisme jusqu'au jour où cela « ne suscitera plus qu'un haussement d'épaules ». Après une année au pouvoir, c'est à peu près la réaction que suscite l'engagement féministe de notre photogénique premier ministre. Trudeau a composé un cabinet paritaire et a mis sur pied une enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées. Saluons-le. Toutefois, les gestes posés pour améliorer les conditions de vie générales des Canadiennes déçoivent.

Les libéraux ont joué du tambour bien fort pour vanter les investissements et la création d'emplois inscrits dans leur premier budget. C'était de bon augure pour les Canadiennes, qui sont en moyenne plus pauvres que leurs concitoyens et plus nombreuses à être au chômage ou à occuper des emplois précaires. Toutefois, il n'est pas clair que les emplois promis bénéficieraient aux femmes.

Des investissements inadéquats

Kate McInturff, chercheuse au Canadian Center for Policy Alternatives, souligne que 88,5% des emplois qu'on créera dans les deux prochaines années se concentrent dans des secteurs à prédominance masculine, et il n'y a pas d'investissements prévus dans les secteurs où les femmes sont majoritaires. On peut donc craindre que seule une modeste proportion des emplois créés bénéficiera effectivement aux femmes. Pourtant, ce sont elles qui en auraient le plus besoin pour améliorer leur taux d'emploi et corriger les écarts de revenus entre les sexes.

Le budget prévoyait aussi une somme de 500 millions de dollars pour la création d'un « cadre national pour la garde des enfants ». Toutefois, rien ne garantit pour l'instant que les fonds seront utilisés pour propulser la création d'un système de garderies national accessible et universel, conçu comme une responsabilité collective à l'égard des familles, plus particulièrement à l'égard des jeunes mères, et non comme un simple service client. À ce chapitre, on pourrait avoir des surprises amères.

On se réjouit de l'investissement de 89,9 millions sur deux ans dans le soutien des refuges pour femmes victimes de violence. Toutefois, l'enveloppe dont dispose Condition féminine Canada (CFC) pour financer les projets de prévention de la violence est bien mince, ce qui est un choix curieux, alors que Justice Canada estime que la violence faite aux femmes coûte annuellement plusieurs milliards à la société canadienne.

Société civile mal financée

Quant aux groupes de femmes, qui forment l'épine dorsale de la promotion de l'égalité d'un océan à l'autre, ils sont loin de trouver leur compte. On a prévu investir 23,3 millions sur cinq ans pour renforcer CFC, mais après le véridable saccage orchestré par le gouvernement Harper, c'est trop peu pour restaurer la capacité d'agir du ministère.

Par ailleurs, et c'est là où le bât blesse, CFC persiste à offrir aux organisations admissibles du financement par projets ciblés. Or, cela a pour conséquence désastreuse de placer des groupes déjà affaiblis et débordés en compétition les uns contre les autres, pour des fonds de toute façon insuffisants. De plus, on coupe ainsi les ailes de ces groupes, qui ne peuvent plus définir, planifier leur action à long terme, enfermés qu'ils sont dans les critères de financement étroits et sans grande vision.

Les groupes de femmes sont les organisations de la société civile les plus mal financées au Canada. Leurs employées sont les moins bien payées de tous les organismes communautaires. Pourtant, ce sont les forces vives de la promotion de l'égalité et du féminisme. Or, la bienveillance féministe de Trudeau sera vaine si celles et ceux qui font avancer l'égalité sur le terrain sont à bout de souffle et de moyens.

Si Trudeau veut faire la preuve que son féminisme n'est pas qu'une affaire de marketing, il devra faire plus, et faire mieux. Sinon, les haussements d'épaules se transformeront vite en franche colère.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 6500 caractères (y compris les espaces), ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com), mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.



Robert Allen Zimmerman, qui a pris le nom de Bob Dylan au tournant des années 1960.

ZUMAPRESS.COM / KEYSTONE PRESS

Bob Dylan, une grande aventure littéraire et musicale

MAXIME CATELLIER

Écrivain et professeur de littérature au collège de Valleyfield

À quoi reconnaît-on la valeur d'une œuvre littéraire? Qu'est-ce qu'on peut considérer comme de la littérature? Ces questions risquent de faire jaser dans les chaumières du monde intellectuel depuis que le Comité Nobel a choisi de décerner la plus haute distinction littéraire au monde à Robert Allen Zimmerman, qui a pris le nom de Bob Dylan au tournant des années 1960.

Le choix de ce patronyme nous renseigne déjà sur la tradition littéraire dans laquelle s'inscrit Bob Dylan: celle qui, de Walt Whitman à Dylan Thomas, a forgé la modernité poétique de la langue anglaise. Que Bob Dylan ait opéré l'alliage entre cette haute modernité et la tradition basse de la chanson populaire ne devrait pas nous servir à discréditer son œuvre, mais plutôt à lui concéder un degré de difficulté jusque-là inégalé.

Mais les réactions d'aujourd'hui nous ont surtout appris quelque chose de pas très reluisant sur le monde littéraire: il est réactionnaire, car-

riériste et fermé sur lui-même. On ne compte plus les fausses analogies pullulant sur la Toile entre Bob Dylan et Céline Dion, ou encore le souhait malignement ironique qu'on attribue bientôt un Grammy à Philip Roth. Personne n'a remis en question la portée de l'œuvre de Bob Dylan et sa qualité littéraire, si ce n'est qu'en essayant de la réduire à son emploi passéiste de la rime qui, d'un point de vue stylistique, a été révolutionné de fond en comble par le principal intéressé, tout comme elle l'a été au tournant des années 2000 par un rappeur du Michigan ayant adopté le pseudonyme d'Eminem.

La coterie littéraire, plutôt que de s'intéresser à ces transformations capitales dans la poétique d'une langue, détourne toujours la tête pour se plonger dans ses lectures ô combien fascinantes, mais dont la portée réelle est limitée. Limitée par les barrières qu'elle s'est elle-même fixées pour définir une identité qui se résume généralement à bien peu de choses: le livre comme vecteur inaliénable de son art.

On aurait cru la poésie capable de sortir de ce carcan imbécile, mais c'était sans compter sur la peur qu'on lui vole la place si chèrement acquise qu'elle s'est taillée au panthéon des pro-

ductions culturelles. On ne tolérera pas qu'un barde, aussi doué soit-il, obtienne la récompense la mieux dotée sans avoir écrit un seul livre. C'est oublier *Tarantula*, l'un des plus audacieux livres de poésie jamais écrits, que Dylan pondit quelque part en 1965-1966, au beau milieu d'une tempête créatrice qui se solda par un accident de moto quasi mortel au volant de sa Triumph. Durant ces 18 mois où il enregistra trois disques qui changèrent à jamais la face de la musique populaire, Bob Dylan réussit à inventer de nouveaux modes poétiques. On ne devrait pas lui tenir rigueur d'avoir en plus composé les airs qui allaient les accompagner.

La volonté de séparation entre le champ littéraire et le champ musical est avant tout une volonté de séparer les spectacles pour éviter que le public ne se retrouve libre d'errer entre les scènes pour découvrir les paroles qui ne trouvent ni pages ni planches pour s'exprimer. Le destin de ce jeune juif de Duluth (Minnesota), qui a suivi la route 61 pour aller boire aux racines de la tradition poétique américaine, en passant par la croisée des chemins où le blues du delta avait signé son pacte avec le diable, est l'une des aventures littéraires et musicales les plus inédites de notre temps.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zaida (chercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shielids (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfall et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (reporter culturel), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiat), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoit Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stoga (commis), Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Osvaldo Casas (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Sébastien Beaupré, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Ginette Rouleau et Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici et Véronique Pagé.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Le remède rationaliste de Popper au conservatisme populiste

Le philosophe a mis au jour les fondements épistémologiques de certaines doctrines politiques

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

LAURENT JODOIN

Docteur en philosophie des sciences (Paris I), chargé de cours à l'Université de Montréal et membre associé au CIRST

Il est tentant de voir, dans la candidature de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine, la preuve d'une carence fondamentale de la démocratie et de se ranger du côté de Churchill, pour qui elle constitue «*le pire régime à l'exception de tous les autres qui ont été essayés dans l'histoire*». Plusieurs s'entendent pour dire que le milliardaire américain est l'héritier, voire la conséquence, d'une montée du conservatisme dans le paysage politique américain. Il est considéré par plusieurs comme dogmatique et démagogue, ou même comme l'«*ennemi public numéro un*» (Taillefer, *Le Devoir*, 23 juillet 2016). C'est pourquoi il est nécessaire de faire l'examen (et la critique) du courant de pensée dont lui et ses partisans se réclament.

Karl Raimund Popper (1902-1994), sans doute le philosophe des sciences le plus influent du XX^e siècle, a analysé les fondements épistémologiques de certaines doctrines politiques, dont le totalitarisme. Né à Vienne, il a fui le nazisme pour s'installer, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en Angleterre. Son apport le plus durable est son critère de démarcation entre science et non-science, s'inspirant de la comparaison de deux théories-phases, la mécanique quantique et la psychanalyse freudienne. Dans *La société ouverte et ses ennemis* (1945), il souhaite défendre la liberté et la démocratie en s'attaquant entre autres à la théorie de Platon présentée dans *La République*, qu'il juge être une apologie déguisée du totalitarisme.

Il reprocherait aujourd'hui à certains «*conservateurs*» de rejeter le changement, pour ne pas dire le progrès, et de se défendre dans un refus du dialogue. On l'oppose plutôt à une attitude (idéalisée) proche de celle des scientifiques dans leur recherche de la vérité.

Quel rationalisme ?

Le rationalisme, terme embrassant une pléthore de sens, peut autant désigner une secte théologique qu'une doctrine philosophique ou une attitude intellectuelle. La doctrine philosophique a une portée ontologique, en ce qu'elle porte sur la nature du monde et prétend que rien n'existe qui n'ait sa raison d'être. On l'oppose souvent à l'empirisme, et sa signification (épistémologique) porte alors sur une profonde influence sur notre attitude à l'égard des réalités accessibles aux moyens de connaissance naturels ou techniques.

Le rationalisme de Popper se rapporte davantage à cette attitude, semblable à celle du scientifique, qui consiste «*à résoudre le plus grand nombre*



Karl Raimund Popper, sans doute le philosophe des sciences le plus influent du XX^e siècle, a analysé les fondements épistémologiques de certaines doctrines politiques, dont le totalitarisme.

possible de problèmes par le recours à la raison, c'est-à-dire à la pensée lucide et à l'expérience plutôt qu'aux émotions et aux passions». Être rationaliste reviendrait à reconnaître les limites de nos connaissances et admettre que l'erreur peut être de notre côté : «*c'est être disposé à un effort et, s'il le faut, à un compromis pour parvenir à la vérité dans des conditions susceptibles de rallier la majorité de l'opinion*». Comme le dit un autre philosophe des sciences du XX^e siècle, Gaston Bachelard, la «*vérité est dans le travail de l'expérience par l'activité rationnelle*». S'il y a quelque chose comme une «*vérité objective*», elle ne peut être atteinte (ou approchée) qu'au prix de la collaboration et de la confrontation des idées.

Popper oppose donc le rationalisme à l'irrationalisme, qui place l'individu devant la pensée, et les émotions et les passions devant la raison et l'expérience. Ce dernier puise dans le mysticisme et dans la «*nostalgie de l'unité perdue et de l'abri du tribalisme*». Les irrationalistes récuse le rôle déterminant de la raison en sciences et a fortiori dans les autres domaines de l'activité humaine. Mais où l'irrationalisme a un avantage rapport au rationalisme, c'est dans l'impossibilité pour ce dernier de justifier rationnellement sa propre position, d'en fournir une preuve par le raisonnement ou l'expérience, au risque de tomber dans un cercle vicieux. Le rationaliste aurait pour ainsi dire une foi irrationnelle en la raison.

Or, selon Popper, ce n'est pas une raison pour capituler devant l'irrationalisme. Choisir le rationalisme est une décision d'ordre moral. Car elle peut avoir une profonde influence sur notre attitude à l'égard des autres hommes et des problèmes de la société. Puisque l'aspect critique est primordial dans le rationalisme que défend Popper, il en découle, selon lui, une obligation morale de défendre les institutions destinées à proté-

ger la liberté de pensée et de critique (presse, université, justice). En revanche, l'irrationalisme refuse toute discussion et, ce faisant, contribue à séparer les hommes en deux catégories : ceux qui «*nous*» sont proches et tous les autres. Cette ségrégation mène presque invariablement à l'anti-égalitarisme, dont l'appel aux émotions et aux passions ne pourra pallier.

Quel conservatisme ?

Le mot «*conservatisme*» est aussi un terme polysémique et on le confond bien souvent avec toute une panoplie d'idéologies de droite, comme le fascisme. Il convient toutefois de le définir par la conjonction de trois doctrines principales. La première, et la plus évidente, est le traditionalisme, qui prône la continuité en politique, le maintien des institutions et pratiques existantes, et qui se fait le relais de la suspicion face au changement. La seconde est un scepticisme politique qui récuse la possibilité d'obtenir des résultats désirables en politique par des théories et des structures abstraites et rationnelles. La troisième doctrine est ce qu'on peut appeler l'organicisme, selon lequel l'être humain et la société seraient organiquement ou intrinsèquement reliés, en sorte qu'il n'y aurait pas de nature humaine universelle.

Le dédain des conservateurs pour les théories politiques rend souvent plus opaque la défense de leurs positions. On peut néanmoins associer, à certains égards, les idées de Platon et d'Aristote à ce courant de pensée. Mais c'est avec Edmund Burke, grand critique de la Révolution française, qu'il atteint sa maturité. Aujourd'hui, plusieurs partis et hommes politiques en réclament, sans toutefois adhérer clairement à ses trois principales doctrines. La défense du traditionalisme, par exemple, semble plutôt se faire par le menu selon un programme (de droite) mêlant religion et économie de marché. Il est loin d'être évident, en outre, que ceux et celles s'affichant comme «*conservateurs*» puissent vraiment ancrer leurs positions politiques dans une continuité historique ou les justifier en tirant des leçons de l'histoire. On constate



Laurent Jodoin

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

donc la diversité des idées politiques, mais aussi la divergence entre l'affiche et la pratique au sein du mouvement conservateur.

Malgré certaines incongruités, on peut cerner au sein de ce mouvement un ensemble d'idées plus ou moins cohérent. Et plus particulièrement au sein du conservatisme populiste, que l'on peut caractériser par l'apologie de l'opinion (doxa, vox populi) et d'une méfiance exacerbée à l'endroit de la science en général, et même face à l'expertise, qui se traduit par une sorte de dégoût pour la figure de l'intellectuel (et tout ce qui s'en rapproche). On peut aller jusqu'à dire que cette méfiance s'adresse à tout raffinement de la pensée. Pensons, par exemple, à George W. Bush, qui se targuait de ne pas lire les journaux, et à Sarah Palin, prétendant le faire sans toutefois pouvoir en nommer un seul. Ce genre de scepticisme provient sans doute d'un glissement du scepticisme politique caractéristique du conservatisme, mais il ne peut en être, en toute rigueur, une conséquence logique. D'ailleurs, à moins de verser dans un dogmatisme hostile à tout changement, le tenant du conservatisme (selon la définition précédente) se doit d'appuyer ses décisions sur des connaissances historiques. Cela ne signifie toutefois pas que le «*conservateur*» s'impose le même devoir.

Des exemples contemporains

Le Parti conservateur du Canada de Stephen Harper a

tribune publique, ont elles aussi goûté à cette fermeture, à tel point que ce n'est pas la peur de la critique qui semblait animer ce parti, mais bien celle de devoir exprimer clairement leurs idées. D'autre part, ce refus exprime un besoin de contrôle du message semblable à celui du publicitaire souhaitant convaincre par des «*phrases-chocs*» et des «*demi-vérités*». En définitive, c'est la séparation du «*eux*» et du «*nous*» que cette attitude cultive.

Aux États-Unis, le conservatisme populiste est aussi bien vivant, bien qu'il demeure toujours impossible de parler d'un seul conservatisme américain. Se défendant contre un rival républicain en août 2015, M. Trump a lancé : «*Lorsqu'on y pense bien, je suis une personne conservatrice*». Il a toutefois voulu rappeler en mai qu'il se présentait pour le parti «*républicain*» et non pas pour le parti «*conservateur*». Il est vrai que ses positions affichées avant la course à l'investiture s'éloignaient de ce que la droite américaine défend depuis longtemps sur les questions du système de santé, du port d'arme et du paiement de la dette. Que M. Trump joue un double jeu ou non n'est pas la question, mais plutôt que les idées qu'il défend trouvent écho chez une frange de la population qui le soutient vigoureusement comme candidat présidentiel.

Cette population, ce «*peuple*» auquel Trump s'adresse ne semble pas plus avide de débats et d'analyses d'information. Lorsque ce dernier identifie les immigrants comme la source de tous les malheurs (ou presque), il ne sent pas le besoin de se référer à des études ou même à des faits. On retrouve ici l'irrationalisme que combat Popper, lequel fait appel aux émotions suscitées par l'identification d'un bouc émissaire, qu'il suffirait d'éliminer pour retrouver le paradis perdu.

Cette vieille tactique masque bien le piège qu'elle contient. Les «*néoconservateurs*», par ailleurs, étaient tellement convaincus d'avoir raison qu'ils ont, pour déclencher la guerre en Irak, sciemment caché ou trafiqué les informations sur les armes de destruction massive. Sans dire qu'elle est l'apanage du Parti républicain ou de la droite en général, ce que l'on constate de plus en plus est une tendance des acteurs politiques à se rabattre sur des sources d'information de plus en plus tendancieuses, unidimensionnelles et partiales. Avec comme effet, mais aussi comme cause, de limiter les espaces de dialogue et d'échange des idées (un phénomène qu'on constate aussi au Québec).

La vérité ne se possède pas et les moyens pour la découvrir n'offrent aucune garantie. L'approche de Popper nous le rappelle : nous ne pouvons que procéder par essais et erreurs, espérant trouver de meilleurs arguments. Le plus souvent, la connaissance s'acquiert de haute lutte, et il vaut mieux s'y mettre à plusieurs. Les solutions simples aux problèmes complexes cachent souvent une hypocrisie. Le principe selon lequel tout le monde a «*droit à son opinion*» n'est pas remis en cause. C'est lorsque cette opinion porte à conséquence sur ceux et celles qui ne la partagent pas qu'un devoir d'écoute s'impose. Plusieurs «*conservateurs*» (mais aussi, plus récemment, le premier ministre Couillard) l'ont oublié.

Des commentaires ? Écrivez à Antoine Robitaille : arobitaille@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire* : www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo